

§ 2. La « Vlaamse Maatschappij voor Sociaal Wonen » (Société flamande du Logement social) est l'agence dotée de la personnalité juridique qui relève du domaine politique « aménagement du territoire, politique du logement et patrimoine immobilier ».

§ 3. Les conseils consultatifs stratégiques suivants relèvent du domaine politique « aménagement du territoire, politique du logement et patrimoine immobilier » :

1° le « Strategische Adviesraad Ruimtelijke Ordening - Onroerend Erfgoed » (Conseil consultatif stratégique pour l'Aménagement du Territoire et pour le Patrimoine immobilier);

2° le « Vlaamse Woonraad » (Conseil flamand du Logement). »

Art. 2. Le Ministre flamand ayant la coordination du fonctionnement de l'administration publique flamande dans ses attributions et le Ministre flamand ayant la politique générale en matière de personnel et de développement organisationnel dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

Ministre flamand des Réformes institutionnelles, des Affaires administratives, de la Politique extérieure, des Médias, du Tourisme, des Ports, de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,

K. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 1922 (2009 — 1636)

[C — 2009/29301]

5 DECEMBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International Erratum

Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2008 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de Wallonie-Bruxelles International, publié au *Moniteur belge* le 8 mai 2009, à la page 35751, dans la version néerlandaise, à l'article 379, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, il y a lieu de lire « zes maanden » en remplacement de « drie maanden ».

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 1922 (2009 — 1636)

[C — 2009/29301]

5 DECEMBER 2008. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International ». — Erratum

In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2008 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van « Wallonie-Bruxelles International », bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 mei 2009, op bladzijde 35751, in de Nederlandse versie, in artikel 379, § 1, eerste lid, dient « zes maanden » te worden gelezen in plaats van « drie maanden ».

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1923

[2009/202356]

30 AVRIL 2009. — Décret portant des modifications au décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 2 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° "travailleur" : la personne qui fournit des prestations de travail dans le cadre d'un contrat de travail régi par la loi du 3 juillet 1978;

2° "travailleur intérimaire" : la personne qui fournit des prestations de travail dans le cadre d'un contrat de travail intérimaire régi par la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à disposition d'utilisateurs;

3° "employeur" : la personne qui occupe un travailleur ou qui bénéficie des prestations d'un travailleur intérimaire et qui relève du champ d'application de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

4° "entreprise" : l'unité technique d'exploitation visée par l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie;

5° "représentants des travailleurs" : les délégués du personnel au conseil d'entreprise, la délégation syndicale du personnel de l'entreprise ou les organisations syndicales représentées à la commission paritaire compétente;

6° "licenciement collectif" : tout licenciement pour un ou plusieurs motifs non inhérents à la personne des travailleurs, tel que défini par la loi du 13 février 1998 portant dispositions en faveur de l'emploi et par l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 mai 1976 sur les licenciements collectifs;

7° "outplacement" : le service défini comme tel par le décret du Conseil régional wallon du 13 mars 2003 relatif à l'agrément des agences de placement;

8° "cellule pour l'emploi" : la structure visée par le chapitre V du titre IV de la loi du 23 décembre 2005 relative au Pacte de solidarité entre les générations;

9° "Office" : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm), tel qu'institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

§ 2. Un plan d'accompagnement des reconversions, ci-après dénommé "plan", est mis en œuvre lorsqu'un employeur procède à un licenciement collectif et que les deux conditions suivantes sont remplies :

1. des représentants des travailleurs ont demandé l'élaboration de ce plan à l'Office;

2. le comité de gestion de l'Office a approuvé le projet de plan élaboré par les services de l'Office en collaboration avec les représentants des travailleurs.

Un plan est également mis en œuvre lorsqu'un employeur qui ne procède pas à un licenciement collectif décide, pour des raisons d'ordre économique ou de restructuration économique, de ne pas reconduire des contrats de travail à durée déterminée ou de ne pas renouveler des missions de travail intérimaire et que ces décisions affectent, au cours d'une période de soixante jours et dans la même entreprise, au moins 10 travailleurs ou travailleurs intérimaires mis à disposition de l'entreprise depuis au moins trois mois.

L'alinéa qui précède cesse de produire ses effets le 31 décembre 2010.

Toutefois, le Gouvernement peut maintenir cette disposition en vigueur, après avoir recueilli l'avis du Comité de gestion de l'Office.

§ 3. L'adoption du plan par l'Office ouvre un droit aux travailleurs et aux travailleurs intérimaires visés à bénéficier de ce dispositif adapté à leurs caractéristiques en vue de les aider à se réinsérer professionnellement.

§ 4. La durée du plan est fixée, en principe, à un an à partir de son entrée en vigueur et ne peut dépasser deux ans. Chaque plan précise la date de son entrée en vigueur et sa durée. »

Art. 3. L'article 3 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Le plan s'applique lorsque le nombre de travailleurs licenciés visé à l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté royal du 24 mai 1976 sur les licenciements collectifs est atteint ou lorsque le nombre de travailleurs visés à l'article 2, § 2, alinéa 2, du présent décret est atteint.

Toutefois, en cas de fermeture ou de faillite d'une entreprise, le calcul du nombre de travailleurs comprend ceux qui ont été licenciés dans l'année qui précède la date de décision de cessation de l'activité, lorsque ces licenciements ont été réalisés lors de phases préalables à la fermeture ou à la faillite d'une entreprise.

Le Gouvernement, sur proposition du comité de gestion de l'Office, est habilité à compléter la liste des travailleurs qui seront pris en compte lors de la détermination du nombre visé à l'alinéa 1^{er} du présent article, lorsque le licenciement collectif a manifestement une répercussion négative sur l'emploi d'autres travailleurs. »

Art. 4. L'article 4 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Le plan ne bénéficie qu'aux travailleurs et aux travailleurs intérimaires visés à l'article 3. Ceux-ci peuvent entrer à tout moment dans le dispositif et l'utiliser de façon permanente ou discontinue pendant la durée du plan.

Les travailleurs et les travailleurs intérimaires utilisant le dispositif peuvent bénéficier d'un contrat d'accompagnement socioprofessionnel visé à l'article 9. »

Art. 5. L'article 5 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. § 1^{er}. Le projet de plan est approuvé par le comité de gestion de l'Office. Il est établi par l'Office en tenant compte de la convention négociée entre l'employeur qui licencie et les représentants des travailleurs.

Il est établi sur la base d'un cahier des charges type approuvé par le Gouvernement.

A la suite de l'approbation du comité de gestion de l'Office, une convention de partenariat entre le comité de gestion de l'Office et les représentants des travailleurs concernés reprenant ce plan est ensuite signée, conformément à l'article 7, § 5, du décret du 6 mai 1999 précité.

L'Office informe le Ministre compétent de la demande qui lui est faite de constituer un plan, de l'instruction de la demande, de son élaboration, de son approbation et de la mise en œuvre du plan.

L'information est au moins effectuée à trois stades, la demande de constitution du plan, l'approbation ou non du plan et de manière périodique l'évaluation de la mise en œuvre du plan.

§ 2. Les alinéas 1^{er}, 3 et 4, du § 1^{er}, ne sont pas applicables aux plans mis en œuvre dans les circonstances visées par l'article 2, § 2, alinéa 2. Ceux-ci sont élaborés, adoptés et exécutés dans le cadre de la gestion journalière de l'Office. »

Art. 6. L'article 6 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. L'Office travaille en collaboration avec les organisations représentatives des travailleurs en vue d'assurer la veille, la construction du projet, l'encadrement et la formation des accompagnateurs sociaux.

Une subvention annuelle est allouée à cet effet par le comité de gestion de l'Office auxdites organisations via des structures *ad hoc* dotées de la personnalité juridique, en vue d'assurer le fonctionnement des missions prévues à l'alinéa 1^{er} du présent article.

Cette subvention est répartie entre lesdites organisations sur la base du résultat des élections sociales au niveau de la Région wallonne et selon les modalités déterminées par le Gouvernement wallon. »

Art. 7. L'article 7 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. La mise en œuvre de chaque plan est assurée par une équipe composée d'agents de l'Office ainsi que d'accompagnateurs sociaux qui relèvent contractuellement de l'autorité des représentants des travailleurs conformément à la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Les accompagnateurs sociaux sont répartis dans les cellules de reconversion et les plates-formes permanentes visées par les articles 11 et 12 selon les modalités déterminées par le Gouvernement sur la base des résultats des élections sociales dans les entreprises concernées moyennant accord entre les organisations syndicales.

Hors les cas visés par l'article 11, § 3, les accompagnateurs sociaux spécifiques à chaque cellule de reconversion sont désignés par la convention visée à l'article 5, alinéa 3, et prioritairement parmi les travailleurs licenciés ayant une expérience reconnue par les autres travailleurs licenciés.

Les accompagnateurs sociaux affectés aux plates-formes permanentes sont désignés par une convention conclue entre l'Office et les organisations représentatives des travailleurs via des structures *ad hoc* dotées de la personnalité juridique. »

Art. 8. L'article 8 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Les outils mis à disposition des travailleurs et des travailleurs intérimaires dans le cadre du plan peuvent notamment consister en l'accueil de ces personnes, l'accompagnement psychosocial continu, le soutien aux démarches sociales et administratives, le suivi des processus de formation et d'insertion, des activités visant à la réinsertion professionnelle, l'établissement d'un bilan professionnel, l'accès à la reconversion, à la qualification et à l'emploi.

Les travailleurs et les travailleurs intérimaires seront également informés des services dispensés par les agences de placement. »

Art. 9. L'article 9 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Pour bénéficier des dispositifs mis en œuvre par le plan ainsi que d'un droit équivalant à l'indemnité des stagiaires en formation prévu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 février 2002 relatif à l'octroi de certains avantages aux stagiaires qui reçoivent une formation professionnelle, chaque travailleur ou travailleur intérimaire conclut un contrat d'accompagnement socioprofessionnel avec l'Office. ».

Art. 10. L'article 10 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Le Gouvernement wallon fixe le coût moyen maximal d'intervention par travailleur ou travailleur intérimaire. »

Art. 11. L'article 11 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. § 1^{er}. La mise en œuvre de chaque plan visé par l'article 2, § 2, alinéa 1^{er}, est gérée par une cellule de reconversion créée spécifiquement à cet effet par le comité de gestion.

Les cellules de reconversion sont des structures partenariales dépourvues de personnalité juridique.

Chaque cellule de reconversion est dirigée par un comité d'accompagnement tel que défini par le cahier des charges et inscrit dans la convention de partenariat visée par l'article 5, alinéa 3.

Elle dispose de moyens matériels spécifiques et du personnel spécifique visé par l'article 7, alinéa 1^{er}.

Les cellules de reconversion informent périodiquement le comité de gestion de l'Office de leurs activités lui permettant d'assurer un suivi effectif de la mise en œuvre des plans et de les évaluer.

§ 2. Dans le cas où une cellule de reconversion est assimilée à une cellule pour l'emploi par ou en vertu de la loi du 23 décembre 2005 relative au Pacte de solidarité entre les générations, telle que modifiée par la loi de relance économique du 27 mars 2009 et par ou en vertu de l'arrêté royal du 9 mars 2006, le comité d'accompagnement détermine l'articulation de l'offre de services et les modalités de collaboration avec l'agence d'outplacement choisie, s'il échet, par l'employeur.

§ 3. Par dérogation au § 1^{er}, alinéa 4, la cellule de reconversion, assimilée ou non à une cellule pour l'emploi, créée pour répondre à un licenciement collectif affectant moins de cent travailleurs, dispose des moyens matériels et humains de la plate-forme permanente dans le ressort territorial de laquelle est située l'entreprise qui licencie. »

Art. 12. L'article 12 du décret du 29 janvier 2004 relatif au plan d'accompagnement des reconversions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Les plans visés par l'article 2, § 2, alinéa 2, sont mis en œuvre par des plates-formes permanentes créées au sein des services de l'Office.

Une plate-forme permanente est organisée dans le ressort territorial de chaque Direction régionale de l'Office selon les modalités et avec les moyens déterminés par le Gouvernement. »

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur à une date fixée par le Gouvernement.
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2008-2009.*
Documents du Parlement wallon, 957 (2008-2009), n^{os} 1 à 3.
Compte rendu intégral, séance publique du 29 avril 2009.
Discussion - Votes.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1923

[2009/202356]

30 APRIL 2009. — Decreet waarbij wijzigingen aangebracht worden in het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit besluit regelt gedeeltelijk een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "werknemer" : de persoon die arbeidsprestaties levert krachtens een arbeidsovereenkomst geregeld bij de wet van 3 juli 1978;

2° "uitzendwerknemer" : de persoon die arbeidsprestaties levert krachtens een arbeidsovereenkomst geregeld bij de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

3° "werkgever" : de persoon die een werknemer tewerkstelt of voor wie een werknemer arbeidsprestaties levert en die onder het toepassingsgebied van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités valt;

4° "onderneming" : technische eenheid bedoeld in artikel 14 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven;

5° "vertegenwoordigers van de werknemers" : de afgevaardigden van het personeel binnen de ondernemingsraad, de vakbondsafvaardiging van het personeel van de onderneming of de vakbondsorganisaties vertegenwoordigd binnen de bevoegde paritaire commissie;

6° "collectief ontslag" : elk ontslag, om één of meer redenen die geen betrekking hebben op de persoon van de werknemers, zoals bepaald bij de wet van 13 februari 1998 houdende bepalingen tot bevordering van de tewerkstelling en bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 mei 1976 betreffende het collectief ontslag;

7° "outplacement" : de dienst omschreven in het decreet van de Waalse Gewestraad van 13 maart 2003 betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus;

8° "tewerkstellingscel" : de structuur bedoeld in hoofdstuk V van titel IV van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact;

9° "Dienst" : de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (FOREm)" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), zoals ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi".

§ 2. Er wordt een begeleidingsplan inzake omschakelingen, hierna "plan" genoemd, ten uitvoer gelegd wanneer een werknemer overgaat tot een collectief ontslag en wanneer de twee volgende voorwaarden vervuld zijn :

1. vertegenwoordigers van de werknemers hebben de Dienst verzocht om de uitwerking van dat plan;

2. het beheerscomité van de Dienst heeft het ontwerp van plan goedgekeurd dat door de diensten van de Dienst in samenwerking met de vertegenwoordigers van de werknemers werd opgemaakt.

Er wordt ook een plan ten uitvoer gelegd wanneer een werknemer die niet overgaat tot een collectief ontslag om economische redenen of wegens bedrijfsherstructurering beslist om de arbeidsovereenkomsten van bepaalde duur of de uitzendarbeidsopdrachten niet te verlengen en wanneer die beslissingen in de loop van een periode van zestig dagen binnen dezelfde onderneming minstens 10 werknemers of uitzendwerknemers treffen die sinds minstens drie maanden ter beschikking van de onderneming gesteld zijn.

Het vorige lid houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2010.

De Regering kan beslissen dat die bepaling van kracht blijft nadat ze het advies van het Beheerscomité van de Dienst heeft ingewonnen.

§ 3. De aanneming van het plan door de Dienst verleent bedoelde uitzendwerknemers het recht om in aanmerking te komen voor dat stelsel dat aan hun eigenschappen aangepast wordt om ze opnieuw op de arbeidsmarkt in te schakelen.

§ 4. De duur van het plan wordt in principe vastgelegd op één jaar, te rekenen van de datum van inwerkingtreding ervan, en mag niet meer dan twee jaar bedragen. Elk plan vermeldt de datum van zijn inwerkingtreding en zijn duur. »

Art. 3. Artikel 3 van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. Het plan wordt toegepast als het aantal ontslagen werknemers bedoeld in artikel 1, 3^o, van het koninklijk besluit van 24 mei 1976 betreffende het collectief ontslag of wanneer het aantal werknemers bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, van dit decreet bereikt is.

In geval van sluiting of van faillietverklaring van een onderneming wordt bij de berekening van het aantal werknemers evenwel rekening gehouden met de werknemers die zijn ontslagen in de loop van het jaar vóór de datum van de beslissing tot stopzetting van de activiteit wanneer die ontslagen plaatsvonden in fasen voorafgaand aan de sluiting of de faillietverklaring van de onderneming

De Regering mag op de voordracht van het beheerscomité van de Dienst de lijst aanvullen van de werknemers die in aanmerking genomen zullen worden bij de berekening van het aantal bedoeld in het eerste lid van dit artikel als het collectief ontslag een duidelijk nadelige weerslag op de tewerkstelling van andere werknemers heeft. »

Art. 4. Artikel 4 van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Het plan geldt slechts voor de werknemers en de uitzendwerknemers bedoeld in artikel 3. Zij kunnen elk ogenblik in het stelsel opgenomen worden en er doorlopend of discontinu gebruik van maken zolang het loopt.

De werknemers en de uitzendwerknemers die gebruik maken van het stelsel kunnen in aanmerking komen voor het in artikel 9 bedoelde begeleidingscontract inzake sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces. »

Art. 5. Artikel 5 van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. § 1. Het planontwerp wordt goedgekeurd door het beheerscomité van de Dienst. Het wordt door de Dienst opgemaakt met inachtneming van de overeenkomst tussen de werkgever die ontslaat en de vertegenwoordigers van de werknemers.

Het wordt opgemaakt op basis van een door de Regering goedgekeurde typebestek.

Na goedkeuring sluit het beheerscomité van de Dienst met de betrokken vertegenwoordigers van de werknemers een partnerschapsovereenkomst waarin dat plan is opgenomen, overeenkomstig artikel 7, § 5, van voornoemd decreet van 6 mei 1999.

De Dienst informeert de bevoegde Minister dat hij erom verzocht wordt een plan op te stellen en geeft hem kennis van het onderzoek van het verzoek, van het ontwerp, de goedkeuring en de uitvoering van het plan

De informatie wordt in minstens drie fasen verstrekt, met name het verzoek om opstelling van het plan, de goedkeuring of verwerping van het plan en de periodieke beoordeling van de tenuitvoerlegging van het plan.

§ 2. Het eerste, het tweede en het derde lid van § 1 zijn niet toepasselijk op de plannen die ten uitvoer gelegd worden in de omstandigheden bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid. Deze plannen worden uitgewerkt, aangenomen en uitgevoerd in het raam van het dagelijks beheer van de Dienst. »

Art. 6. Artikel 6 van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De Dienst werkt in samenwerking met de representatieve werknemersorganisaties om te zorgen voor de opvolging en de opbouw van het project, voor de begeleiding en de opleiding van de sociale begeleiders.

Het beheerscomité van de Dienst verleent daartoe een jaarlijkse subsidie aan genoemde organisaties via ad hoc-structuren met rechtspersoonlijkheid teneinde de werking van de in het eerste lid van dit artikel bedoelde opdrachten te waarborgen.

Die subsidie wordt onder genoemde organisaties verdeeld op basis van het resultaat van de sociale verkiezingen in het Waalse Gewest en volgens de modaliteiten die de Regering bepaalt. »

Art. 7. Artikel 7 van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. Elk plan wordt ten uitvoer gelegd door een ploeg bestaande uit personeelsleden van de Dienst, alsook uit sociale begeleiders die krachtens een overeenkomst onder het gezag van de vertegenwoordigers van de werknemers staan, overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

De sociale begeleiders worden volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten in de in de artikelen 11 en 12 bedoelde omschakelingscellen en vaste platforms verdeeld op basis van de resultaten van de sociale verkiezingen van de betrokken ondernemingen, mits overeenkomst tussen de vakorganisaties

Buiten de gevallen bedoeld in artikel 11, § 3, worden de voor elke omschakelingscel specifieke sociale begeleiders aangewezen bij de overeenkomst bedoeld in artikel 5, bij voorrang onder de ontslagen werknemers met een ervaring die door de andere ontslagen werknemers erkend is.

De sociale begeleiders aangesteld voor de vaste platforms worden aangewezen bij een overeenkomst gesloten tussen de Dienst en de representatieve werknemersorganisaties via ad hoc-structuren met rechtspersoonlijkheid. »

Art. 8. Artikel 8 van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. In het kader van het plan kunnen de werknemers en uitzendwerknemers beschikken over middelen als, o.a. onthaal, doorlopende psychosociale begeleiding, bevordering van sociale en administratieve stappen, opvolging van de opleidings- en invoegprocessen, activiteiten i.v.m. de herinschakeling in het arbeidsproces, opstelling van een beroepsbalans, toegang tot omschakeling, kwalificatie en tewerkstelling.

De werknemers en de uitzendwerknemers worden ook in kennis gesteld van de diensten verstrekt door de arbeidsbemiddelingsbureaus. »

Art. 9. Artikel 9 van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Om in aanmerking te komen voor de stelsels waarin het plan voorzien, alsook voor hetzelfde recht op vergoeding als de stagiairs in opleiding bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 8 februari 2002 tot toekenning van bepaalde voordelen aan de stagiairs die een beroepsopleiding krijgen, sluit elke werknemer of uitzendwerknemer met de Dienst een begeleidingsovereenkomst inzake sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces. »

Art. 10. Artikel 10 van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. De Waalse Regering bepaalt de maximale gemiddelde tegemoetkomingsprijs per werknemer of uitzendwerknemer. »

Art. 11. Artikel 11 van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. § 1. De tenuitvoerlegging van het elk plan bedoeld in artikel 2, § 2, eerste lid, wordt beheerd door een omschakelingscel die speciaal daartoe is opgericht door het beheerscomité.

De omschakelingscellen zijn partnerschapsstructuren zonder rechtspersoonlijkheid.

Elke omschakelingscel wordt geleid door een begeleidingscomité zoals omschreven in het bestek en vermeld in de partnerschapsovereenkomst bedoeld in artikel 5, derde lid.

Ze beschikt over specifieke materiële middelen en over specifiek personeel zoals bedoeld in artikel 7, eerste lid.

De omschakelingscellen geven het beheerscomité van de Dienst regelmatig kennis van hun activiteiten zodat hij kan zorgen voor de effectieve opvolging van de tenuitvoerlegging van de begeleidingsplannen en voor de evaluatie ervan.

§ 2. Wanneer een omschakelingscel met een tewerkstellingscel gelijkgesteld wordt bij of krachtens de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, zoals gewijzigd bij de economische herstelwet van 27 maart 2009, en bij of krachtens het koninklijk besluit van 9 maart 2006, bepaalt het begeleidingscomité de articulatie van het dienstenaanbod en de modaliteiten inzake de samenwerking met het outplacementbureau dat, desgevallend, door de werknemer gekozen wordt.

§ 3. In afwijking van § 1, vierde lid, beschikt de al dan niet met een tewerkstellingscel gelijkgestelde omschakelingscel, opgericht om in te spelen op een collectief ontslag dat meer dan honderd werknemers treft, over de materiële en menselijke middelen van het vast platform in het ambtsgebied waarvan de onderneming die ontslaat gevestigd is. »

Art. 12. Artikel 12 van het decreet van 29 januari 2004 betreffende het begeleidingsplan inzake omschakelingen wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. De plannen bedoeld in artikel 2, § 2, tweede lid, worden ten uitvoer gelegd door vaste platforms die binnen de diensten van de Dienst opgericht worden.

Er wordt een vast platform in het ambtsgebied van elke gewestelijke directie van de Dienst georganiseerd volgens de modaliteiten en met de middelen die de Regering bepaalt. »

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op een datum die door de Regering vastgelegd wordt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 30 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme

B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

Stukken van het Waals Parlement 957 (2008-2009), nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 29 april 2009.

Bespreking - Stemmingen.